



Bilan de l'enquête MEEF STAPS-ESPE

Nous avons fait une enquête rapide auprès des collègues des STAPS ou des ESPE impliqués dans la formation MEEF EPS. Elle n'est pas exhaustive (merci aux collègues des 15 UFR contactés), mais les réponses nous semblent-elles assez révélatrices. Il faudrait bien entendu la compléter et si vos problèmes ne correspondent pas à ceux décrits, vous pourrez compléter.

Le ministère de son côté a, le 24 mai 2016, organisé une "Journée sur les ESPE", dans le cadre du bilan refondation de l'école. A cette occasion, le ministre a reconnu (enfin !) "*une réforme pas encore aboutie*", mais ses propositions ne vont certainement pas permettre une amélioration en profondeur ([voir détails sur le site](#)). Certains choix ne sont pas remis en cause (place du concours en M1), d'autres sont problématiques, voire condamnables dans leur conception (masters en alternance, EAP2). La plupart nécessiterait des moyens qu'il n'est pas prévu d'accorder ()

Du côté des formateurs, nos contacts mettent en évidence une situation sur le terrain très tendue ! Souvent en surcharge outrancière, la plupart concède que le système ne tient que par le militantisme et le bénévolat ! Une façon de dire qu'il existe des limites pour un travail « bien fait » et que cette limite est largement dépassée.

Notre questionnaire n'avait pas l'ambition de faire un bilan exhaustif mais d'avoir un aperçu des tendances pour le confronter à notre perception. Notre synthèse s'organise à partir des questions posées.

La formation telle qu'elle est aujourd'hui constitue-t-elle une amélioration par rapport à la période précédente (mastérisation et antérieurement PLC1-PLC2) ?

Une réponse univoque n'est pas majoritaire, mais nous avons quelques réponses tranchées pour qui... c'est clairement : non !

Beaucoup ont recherché les points positifs et les points négatifs. Les aspects positifs renvoient plutôt aux intentions affichées de la réforme : volonté de développement de la professionnalisation, formation à ou par la recherche, tronc commun etc. Mais immédiatement la mise en œuvre vient contredire les intentions. Sur ce point, la place du concours est fortement critiquée (à une exception près). Elle continue à imposer une formation dite successive : une année de préparation au concours, et une année d'entrée dans le métier au cours de laquelle les stagiaires ne peuvent se centrer sur la formation. La recherche est la grande oubliée... ce qui, en terme de « mastérisation », est pour le moins problématique.

Côté travail enseignant, les réponses sont unanimes : la dégradation des conditions de travail est bien réelle. Augmentation extraordinaire des heures complémentaires, augmentation du nombre de réunions, augmentation des conflits, pressions parfois limites de la direction, augmentation de l'année universitaire... Une impression de vivre un système de « dévouement » sans fin.

Quels sont les principaux problèmes que vous rencontrez ? Les réponses renvoient quasi exclusivement au manque de temps et de moyens : encadrement, gestion administrative et pédagogique. L'augmentation croissante des effectifs, sans compensation, gestion des différents profils d'étudiants en M1 et en M2.

Les maquettes ont diminué de façon dramatique : 800 heures était quasiment le volume horaire de l'année PLC1 à l'époque. C'est aujourd'hui l'horaire total du master (autour de 850 heures en moyenne). Notons au passage aucun cadrage national, avec y compris des masters MEEF qui ne sont

pas organisés par la semestrialisation. Par contre les contraintes fortes viennent de la validation ou pas des maquettes, dont la question des horaires (donc des coûts) est un des principaux critères.

Dans le prolongement de ce manque de moyens, deux problèmes montrent bien comment la mise en œuvre va à l'encontre des intentions affichées. D'abord la mise en place du tronc commun, transversal, peut être reconnu par certains comme une bonne idée, mais sa mise en place à marche forcée vient télescoper la formation disciplinaire puisqu'il s'agit, dans un volume horaire imposé de prendre du temps sur cette dernière qui elle-même intègre (en EPS) largement cette formation dite transversale...

Ce qui est également pointé comme faisant les frais des mises en œuvre, c'est la formation à/par la recherche, au point même que certains affirment que les formations ne sont irriguées que par les textes officiels, ce qui est tout de même problématique pour une formation dite universitaire. Avec des stratégies et des volumes très différents selon les centres, mais avec un constat globalement identique : c'est mission impossible. Pourtant, on sent à travers les différentes réponses, qu'il y a un attachement réel à cet objectif, et que la situation génère une souffrance.

Le problème principal reste la gestion des différents types d'étudiants autant en M1 qu'en M2, avec des choix différents selon les universités qui produisent évidemment une grande hétérogénéité sur l'ensemble du territoire.

Quelles seraient vos revendications prioritaires ?

C'est le grand point d'interrogation. Mis à part la demande de moyens (humains principalement) pour faire face, il est difficile de trouver des solutions à l'équation actuelle. Majoritairement une des premières solutions pourrait revenir à re-modifier la place du concours (comme mentionné précédemment la tendance majoritaire est de mettre le concours en fin de master pour faire coïncider validation master et concours et d'avoir 2 années pleines (3 si on rajoute la L3) pour organiser une formation véritablement intégrée.

Mais d'autres idées sont aussi dans la balance : diminution de l'horaire de stage en M2, continuer la formation en T1 (première année de titulaire...)

En essayant de ramasser ces idées, et sans que se dégage de tendance forte, pour avons synthétisé les « revendications » possibles en fonction du contexte :

Sans changer la place du concours, mais en y mettant les moyens :

- Etaler la formation sur 3 ans : forts compléments de formation en T1 et T2 → donc concevoir un cursus sur la durée (L3 prépro-M1-M2-T1)
 - o Mettre les stagiaires à tiers temps maximum (avoir plus de temps de formation en M2)
 - o Revoir les épreuves de concours (et l'orientation des questions de jury) pour approfondir le côté recherche, éviter de zapper sur les APSA (en diminuer le nombre au CAPEPS), ne plus formater aux textes officiels (développement de l'esprit critique).
 - o Décider de ce qui se fait en T1 (centration sur les problèmes professionnels intégrant l'approfondissement d'APSA non étudiées avant)
- Permettre une année de césure pour re-préparer le concours hors master, financée par l'employeur (et non par l'université autonome)
- Des moyens pour le tutorat mixte : formation de formateurs
- Développement de la recherche (dont un lien plus grand avec le CAFA et le CAFIPEMF)

En changeant la place du concours, et en y mettant les moyens :

- Pré-recrutement en L3 (rémunération des étudiants qui deviennent élèves-professeurs). Le pré-recrutement peut faire office d'admissibilité et on peut alors envisager seulement deux épreuves en fin de M2 (nombre d'oraux à discuter). Le reste est validé par le master (cadre national sur les exigences). Le mémoire prend la place qu'il doit avoir dans un master.
- Des stages en pratique accompagnée en M1, en responsabilité massés en M2 avec vases communicants avec FC (pas de stage filé)
- Année de fonctionnaire stagiaire à mi-temps (+ accompagnement entrée dans le métier)

Christian Couturier, Claire Pontais, 13 juin 2016